



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 28/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS

2 T RUE DU CHATEAU
BATIMENT KASTLE
92200 Neuilly-Sur-Seine

Références : 2024_2488
Code AIOT : 0006200381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS implanté 131 rue Augustin Fresnel Zone Industrielle - BP 50013 54712 Ludres. L'inspection a été annoncée le 18/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS
- 131 rue Augustin Fresnel Zone Industrielle - BP 50013 54712 Ludres
- Code AIOT : 0006200381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS fabrique des couvercles et des fonds de boîtes en métal appertisés sous le régime de l'autorisation réglementée par arrêté préfectoral 2010/221 du 15 juillet 2010.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite du site a porté plus particulièrement sur la zone de mise en œuvre du joint à base eau ainsi que sur la zone alu.

L'exploitant dispose actuellement d'un système de déchiquetage et compactage en lingots des chutes d'aluminium en vue de leur recyclage. Début 2025, il est prévu le démarrage d'un système de récupération, broyage et compactage en galets pour lequel des dispositions spécifiques relatives au risque ATEX doivent être prises. Les travaux sont en cours de finalisation.

Il est également à signaler la vente à venir d'une partie de terrains appartenant à la société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS, situés en dehors de l'actuel périmètre acté au titre des installations classées. Un dossier de porter à connaissance devra être adressé à terme au vu des modifications de clôture du site, d'un des accès pompiers, du déplacement nécessaire d'un poteau incendie et de l'aire de rassemblement, de la nécessité de séparer les utilités (eau, gaz, électricité).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
3	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
4	Obligation de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, articles 31 et 32	Sans objet
5	Programme de plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 32	Sans objet
6	Obligation de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	Sans objet
7	Fréquence	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 33	Sans objet
8	Contrôles périodiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des réductions de consommation annuelle d'eau, il apparaît que le site de Ludres n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 mais, compte-tenu des adaptations locales, il doit respecter les prescriptions de l'arrêté cadre prévalant pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en Meurthe-et-Moselle en période de sécheresse.

En termes de surveillance de ses émissions atmosphériques et de ses rejets aqueux, l'exploitant respecte ses obligations réglementaires. Il est à noter la mise en œuvre de nouvelles mesures de réduction concernant les composés organiques volatiles depuis la dernière visite d'inspection avec une diminution des émissions canalisées et diffuses par la mise en place d'une incinération ou d'une oxydation thermique des solvants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits

et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;

- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.

Constats :

Les volumes d'eau prélevés déclarés, via GEREPE, sont les suivants:

2021	14 148 m ³ /an
2022	11 280 m ³ /an
2023	8 121 m ³ /an

De janvier à début octobre 2024, la consommation d'eau est de 4 109 m³ et le volume annuel estimé à 6 000 m³.

La tendance à la baisse du prélèvement d'eau total annuel se confirme, à mettre en lien avec les mesures de réduction mises en place sur le site de Ludres, examinées lors de la précédente inspection du 20 décembre 2022, et le niveau de production de couvercles.

Afin de mieux suivre sa consommation et les éventuelles fuites sur réseau, l'exploitant dispose d'un compteur d'eau intelligent permettant la réalisation d'un relevé quotidien de la consommation.

Désormais, le prélèvement d'eau total annuel du site de Ludres est inférieur au seuil des 10 000 m³/an.

Or l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 stipule que le dit arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement

En conséquence, les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, ne sont pas applicables au site TRIVIUM Packaging. Pour autant, il reste soumis à l'arrêté préfectoral DDT-ERC-2023-028 fixant un cadre pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de Meurthe-et-Moselle en période de sécheresse, en particulier le point 18 de l'annexe I.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
Prescription contrôlée :
Échéance : sans objet
Constats :
<p>Bien que les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, ne soient pas applicables au site TRIVIUM Packaging, celui-ci doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral DDT-ERC-2023-028 fixant un cadre pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de Meurthe-et-Moselle en période de sécheresse, en particulier le point 18 de l'annexe I.</p> <p>Il est noté que la visite réalisée ce jour l'est hors période de sécheresse. De ce fait, le respect des mesures de restrictions imposées dans ces périodes spécifiques n'a pas été vu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Obligation de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, articles 31 et 32
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée :
L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 29 (pollution atmosphérique).
Constats :
<p>Les émissions atmosphériques font l'objet de mesures périodiques, dont les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, ainsi que d'un plan de gestion de solvant et d'un schéma de maîtrise des émissions de COV.</p> <p>L'examen du plan de gestion établi pour 2023 met en évidence les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • diminution des émissions canalisées et des émissions diffuses avec augmentation des solvants détruits par rapport à 2022 (mise en place d'un système de récupération des vapeurs de COV à l'entrée de la ligne de vernissage V02 avec renvoi vers l'incinérateur, baisse de la production de couvercle qui constitue une source d'émission par son joint solvanté). Dans la continuité, depuis fin septembre 2024, le joint solvanté utilisé pour la fabrication des couvercles de diamètre 99 est remplacé par un joint base eau ; • un rendement de l'incinération de la ligne V06 en baisse (passage de 97,2 % à 94,5 %). Un nettoyage intégral de cet équipement a eu lieu le 27 octobre 2023. L'inspection s'assurera de l'efficacité des mesures prises par l'exploitant sur le prochain plan de gestion de solvants qui sera transmis fin mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'une surveillance
Prescription contrôlée :
L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 29 (pollution atmosphérique).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser des mesures périodiques au moins une fois par an. La dernière série de mesures a eu lieu le 16 novembre 2023. Les résultats sont conformes pour les 3 lignes V02, V06 et V09 hormis le monoxyde de carbone pour la ligne V09 (181 pour 100 mg/Nm³). Ce point particulier est traité via le dossier de réexamen au titre du BREF « Traitement des métaux », en cours d'instruction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Obligation de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place d'une surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des installations qui rejettent dans l'atmosphère plus de 150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe III, assurent une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réalisée en 2022, au vu des données du dernier plan de gestion des solvants pour l'année 2021, les rejets de composés organiques ont été estimés à 26 kg/h pour un taux d'émissions diffuses de 7 % dont 0,2 % de composés visés à l'annexe III.</p> <p>Le plan de gestion 2023 comporte quelques erreurs de calcul et la colonne des proportions ainsi que des kg solvants et des kg C sont manquantes. Par courriel du 21 octobre 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection les éléments manquants.</p> <p>L'examen des plans de gestion des années 2022 et 2023 met en évidence une diminution des quantités de solvants achetées (596 187 kg en 2021 contre 455 459 kg en 2023) ainsi qu'un niveau stable de la proportion de composés visés à l'annexe III par rapport à 2021. Il en est de même pour le taux d'émissions diffuses de rejets de composés organiques (7 % en 2021, 6,5 % en 2022 et 5,6 % en 2023)</p> <p>De plus, il est à noter l'arrêt à venir fin février 2025 de l'utilisation du vernis contenant du naphthalène fondu, qui constitue un des composés visés à l'annexe III.</p> <p>En conséquence, la société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS reste bien non soumise à l'obligation de surveillance de la qualité de l'air.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Fréquence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an les mesures concernant les polluants visés à l'article 29 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. Ces mesures sont faites conformément aux normes en vigueur. Les résultats de ces mesures sont transmis dans le mois suivant leur réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant respecte les périodicités des mesures de surveillance des émissions.
Les prochaines mesures attendues au titre de 2024 sont programmées pour la semaine 47.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôles périodiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2010, article 46

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux usées industrielles et des eaux globales du site

Prescription contrôlée :

L'exploitant fera réaliser deux fois par an par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et indépendant des mesures de contrôle du rejet d'eaux usées industrielles et d'étalonnage des méthodes de surveillance mises en œuvre par l'exploitant.

Ces mesures de contrôle permettront de vérifier le respect des valeurs limites de rejet d'eaux résiduelles définies aux articles 46.1 et 46.2 du présent arrêté.

Le compte-rendu de ces campagnes semestrielles de prélèvements et d'analyses comparant les résultats des mesures réalisées aux dites valeurs limites de rejet d'eaux résiduelles accompagné des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit la date de réalisation des prélèvements sur le site.

Constats :

L'exploitant dispose d'un accès GIDAF depuis fin 2023 mais des modifications sont à apporter au cadre de surveillance renseigné afin de permettre son remplissage avec les résultats de la campagne de mesure de décembre 2023, adressé à l'inspection par courriel du mois d'avril 2024. Les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres réglementés.

Concernant la première mesure semestrielle 2024, l'exploitant a contacté son prestataire habituel, SOCOTEC, et l'a relancé sans réponse de sa part le 12 juin 2024. Actuellement, la société SOCOTEC ne dispose plus de technicien pouvant effectuer les prélèvements. Une demande de devis a été adressé à un autre organisme (APAVE) et l'exploitant est dans l'attente de retour pour pouvoir réaliser un prélèvement et une mesure au second semestre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant informe l'inspection du retour fait par l'APAVE et de la programmation du prélèvement d'ici fin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite